RUCHES
FRANÇAISES

JUAN BRANCO

À Monsieur Philippe Juvin
Député de la République
Rapporteur général – Commission des Finances
Assemblée nationale

Fait à Paris, le 11 septembre 2026

Monsieur le Rapporteur général,

Je vous remercie de votre courrier en date du 31 août 2026.

Par celui-ci vous me signalez que la charge de la dette publique française pourrait doubler les budgets de l'éducation nationale et de la défense.

Il est certes établi que s'agissant d'une dette roulante, pour peu que les financements puissent être trouvés, ces intérêts se trouvent payés par les dettes souscrites, émission après émission de titres.

Il n'en demeure pas moins qu'à notre sens, un véritable risque d'emballement existe, si les paramètres qui vous sont familiers concernant la capacité de remboursement de la France venaient à être atteints.

Notre inquiétude première est que ce déficit et ces dettes n'ont, ces dernières années, rien financé de durable pour le devenir de la nation.

J'avertissais dès 2021, dans un entretien à Sud Radio[1], de ce que l'absence d'affectation et de ciblage à des fins d'investissement des différents dispositifs d'aide et de financements relatifs à la crise sanitaire était un gâchis hors norme, alors que d'immenses défis technologiques et industriels nous attendaient.

Notre force politique a élaboré un projet de plus de 800 propositions que j'invite vos équipes à consulter[2].

Celui-ci repose sur quelques principes simples, en matière budgétaire.

[1] https://www.youtube.com/watch?v=WTKn2UNHYKg
[2] ruches.org/le-projet

92 rue de rennes 75006 Paris – 01.45.44.15.23 – contact@jbranco.fr

En amont, un référendum sur l'appartenance à l'Union Européenne, de l'Euro et de l'OTAN, dans la perspective d'une sortie coordonnée de ces trois structures, déterminera notre horizon économique, budgétaire et fiscal.

Afin de recouvrer notre souveraineté, il nous faudra bien entendu faire adopter des budgets en excédent primaire, procéder à une dévaluation, assumer des objectifs d'inflation revus à la hausse, et imposer un contrôle des capitaux.

Ces trois conditions réunies permettent d'envisager, le rétablissement du circuit du trésor et des droits de tirage directs, ainsi que le cas échéant, un abandon de créances sans crise inflationniste ni vulnérabilité à l'égard des marchés financiers.

Dans cette même perspective, la France devra retrouver une balance commerciale à l'équilibre, et donc redevenir un pays producteur, ce pour quoi nous proposons le plan suivant.

Il nous apparaît nécessaire tout d'abord d'offrir aux créateurs de richesse en France un allègement bureaucratique et fiscal majeur. Nous proposons, outre la fusion de plus de cent organismes et opérateurs d'État ; la réduction massive du personnel administratif dans la fonction hospitalière ; du financement public de la formation professionnelle assurée par des opérateurs privés ; et une baisse générale des dépenses publiques recentrées sur les services publics essentiels ; la suppression de 267 taxes et impôts dont la récolte produit un solde négatif, à l'équilibre, ou à peine positif (117 sans rendement connu, 37 à rendement négatif, 99 quasi nul, 44 en évaluation).

Dans le même temps, nous comptons réduire drastiquement les dépenses fiscales, dites « niches », ainsi que mettre en place un impôt universel, sur le modèle états-unien.

Le rétablissement de barrières douanières fondées sur des critères écologiques et sociaux financera cet allègement, tout en réorientant la consommation vers la production française. Un objectif de 40 à 60 milliards de recettes, accompagné d'un renforcement important des contrôles douaniers et d'un rétablissement des contrôles aux frontières nous apparaît ainsi envisageable à court terme.

Nous atteignons ainsi un rééquilibrage budgétaire minimal de 80 milliards d'euros dès la première loi des finances ; auxquels, selon les évolutions macroéconomiques et l'affinement paramétrage des dépenses et recettes nouvelles, s'ajouteraient 40 à 60 milliards d'euros à rythme constant.

Bien entendu, ce projet est inenvisageable sans un renforcement drastique de l'autonomie énergétique de la France, passant non seulement par une réorientation des différents crédits impôts et dispositifs d'investissement des énergies intermittentes vers la construction d'infrastructures de production et de distribution d'électricité stables ; mais également une réorientation de nos partenariats stratégiques avec les pays producteurs d'hydrocarbures.

92 rue de rennes 75006 Paris – 01.45.44.15.23 – contact@jbranco.fr

Elle s'accompagnera d'une politique de planification industrielle visant la robotique industrielle manufacturière ; l'intelligence artificielle ; le ferroutage ; le renforcement du nucléaire civil ou encore l'enseignement supérieur et la recherche publique française.

Elle s'accompagnera enfin, dans le cadre du changement constitutionnel que nous proposons, de nationalisations sans indemnisations pour leurs principaux actionnaires concernant un certain nombre de monopoles naturels ayant été sans raison privatisés, afin de dégager des marges de manœuvre budgétaires au sein des populations et de l'État, et de rétablir des services publics fonctionnels : nous pensons ainsi par exemple aux opérateurs téléphoniques ; aux gestionnaires d'autoroutes ; ou aux opérateurs commerciaux du marché de l'électricité ; de façon générale, aux participations de tout individu qui aurait fait usage de sa puissance économique pour influencer le fonctionnement de nos instances démocratiques par le rachat de médias.

En ce qui concerne le financement de la protection sociale, outre la suppression des mutuelles et l'absorption de leur périmètre par une sécurité sociale devenue réellement universelle, mesure rapportant un minimum de 6 à 12 milliards d'euros par an en frais de gestion et amélioration dérivée de la santé de nos concitoyens, nous prévoyons, au-delà d'un certain seuil, une prise en compte des revenus du patrimoine dans le calcul des retraites, ainsi qu'un plafonnement de celles-ci, pour un gain estimé à 10 à 15 milliards d'euros par an.

Nous soutiendrons bien entendu une politique agressive de soutien aux familles et à la natalité, et défendons enfin dans ce cadre une augmentation du salaire minimum nominal.

Bien entendu, comme vous le comprenez, nous ne pouvons raisonner à paramètres constants à l'égard tant de la valeur de la monnaie, que des équilibres budgétaires tels qu'ils sont construits aujourd'hui.

Cela ajoute à notre sérieux, tant il nous semble impossible de résoudre l'équation que vous nous proposez en maintenant lesdits paramètres constants.

Nous détaillons nos objectifs et mesures dans notre projet qui, à notre connaissance, est le seul à présenter, dans le détail, une proposition d'ensemble s'engageant dès notre prise de pouvoir à mettre fin aux déficits primaires ; à réinvestir la puissance publique en ses fonctions régaliennes ; et à répondre à la fatigue fiscale qui frappe notre pays.

Ce projet requerra, de tous, d'importants efforts, nous plaçant à l'opposé tant d'un côté de la « gauche de la subvention » que de l'autre des familles politiques appelant à une insertion renforcée au sein de l'Union Européenne et partant des flux de la mondialisation ; et entraînera nécessairement un sevrage sérieux à l'égard de la consommation importée au sein de la citoyenneté. Nous ne nous en cachons pas.

Nous envisageons par ailleurs une transformation radicale des modalités d'adoption et de contrôle de l'exécution budgétaire, passant notamment par la création d'une Commissaire au

92 rue de rennes 75006 Paris – 01.45.44.15.23 – contact@jbranco.fr

Plan élabore une proposition budgétaire quinquennale, délibérée et adoptée par les assemblées, exécutée annuellement par le gouvernement ; accompagné du défenseur des peuples, élu au suffrage universel pour neuf ans avec un collège délibérant de 36 membres (présidents de commissions parlementaires, citoyens tirés au sort, nominations), contrôlant par ses corps d'inspection la compatibilité de l'exécution annuelle avec le plan et peut saisir les assemblées.

Monsieur le Rapporteur général,

Notre mouvement est né afin de théoriser, proposer, et mettre en oeuvre une révolution politique qui permette à la France de retrouver sa souveraineté et son indépendance, et sortir des apories dans lesquelles le système politique actuel nous a plongés.

Nous considérons que la chose publique est une affaire sérieuse, et que l'aporie dans laquelle nous nous trouvons ne trouvera de solutions hors du cadre que nous proposons.

Des soubresauts attendus accélèreront vraisemblablement une prise de conscience au sein de l'ensemble de la société française de ce qu'à paramètre constants, aucune forme « d'ajustement » ne permettra de sortir de l'ornière.

Notre rôle est d'anticiper cette situation, et de nous préparer afin que la citoyenneté française ne se trouve dépourvue face à ces défis.

Nous pensons qu'ainsi, nous donnerons à la France les moyens de réussir en tant que puissance souveraine dans un système mondial où le capitalisme de connivence, inséré dans la libéralisation financière, n'amène qu'à la ruine. Seuls une forte articulation entre renforcement de la puissance étatique à des fins de préservation des intérêts nationaux ; libéralisation de la création économique chez les citoyens, les petits et moyens acteurs économiques ; et enfin politiques commerciales et monétaires préservant les acteurs nationaux de concurrences déloyales assurent une possibilité de développement et d'émancipation pour tous.

Nous sommes bien entendu à votre disposition et à celle des membres de la commission des finances, ainsi que de vos administrateurs, afin de commencer à préparer, d'un point de vue paramétrique, les différentes hypothèses concordant avec le scénario que nous proposons, d'en assurer la viabilité et, ce faisant, la protection des intérêts de la France et de notre nation.

Dans le cas où vous souhaiteriez procéder à une audition ou à un échange, n'hésitez pas à nous le faire savoir, et nous vous ferons part de nos disponibilités.

Avec nos sentiments Républicains,

Juan Branco

92 rue de rennes 75006 Paris – 01.45.44.15.23 – contact@jbranco.fr